

*Initiatives ministérielles*

En ancien amiral à la retraite qu'il est, peut-être le député ne prise-t-il guère que je le dise, mais ce sont de fins politiques. C'est la raison pour laquelle il est député aujourd'hui. Ce sont de fins politiques, car ils savent collaborer avec d'autres citoyens du monde.

Monsieur le Président, ne croyez-vous pas qu'à l'heure actuelle, les militaires qui patrouillent les hauteurs du Golan doivent parfois faire preuve d'un peu de jugeote politique pour survivre? Chaque fois qu'ils participent à une mission de maintien de la paix dans le monde, ils doivent être parfaitement conscients des réalités politiques de leur situation. Ils doivent être de suffisamment bons diplomates pour parler avec les gens et effectuer des rapprochements et ils doivent être suffisamment bons militaires pour tenir leur bout et assurer, en faisant leur devoir, le règne de la justice internationale et le respect des frontières.

Voilà qui, je l'espère, répond à la question du député. J'ignore pourquoi le gouvernement n'a pas assumé ses engagements depuis qu'il a accédé au pouvoir, mais il parle maintenant de réduire davantage les effectifs, tout juste après s'être plaint de ce que le Canada ne dispose déjà pas suffisamment de troupes pour accomplir sa tâche.

**M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface):** Monsieur le Président, j'ai pris certains commentaires de mon collègue, notamment celui où il disait que l'on ne devait pas tolérer que des gens comme Saddam Hussein portent atteinte aux droits de la personne et qu'on devait en fait les obliger à respecter les lois internationales. Je souhaiterais simplement qu'il m'explique très brièvement quelle est, selon lui, la position du gouvernement quant à la possibilité d'intégration de nos forces armées et celles d'autres pays à un commandement des Nations Unies. Ensuite, il a bel et bien mentionné que le premier ministre n'avait pas convoqué la Chambre avant de prendre cette décision. Il a parlé de la crise d'Oka, de la crise du Golfe, mais n'est-ce pas là l'approche que le premier ministre adopte dans tout ce qu'il entreprend? Les choses doivent se faire comme il l'entend, ou bien c'est la clôture ou quelque autre mesure visant à empêcher les Canadiens d'en discuter.

Enfin, il a parlé de la nécessité d'instaurer un nouvel ordre de paix et de collaboration entre les peuples.

J'ignore s'il dispose de suffisamment de temps pour répondre à ces trois questions concernant nos forces armées sous le commandement des Nations Unies, le refus du gouvernement de consulter la Chambre et la nécessité d'instaurer un nouvel ordre. S'il en avait le temps, je lui saurais gré de ses commentaires.

**M. Hopkins:** Je suis reconnaissant au député de sa question. Tout d'abord, le premier ministre souffre d'un problème d'attitude. Bien qu'il soit à la tête d'un pays démocratique, il a eu tort de ne pas convoquer le Parlement pour discuter de la décision de son gouvernement de dépêcher nos forces armées à l'étranger.

Comme je l'ai dit à la fin de mon exposé, jamais plus un gouvernement ne devrait envoyer des militaires canadiens servir dans une région où la guerre risque d'éclater sans convoquer au préalable le Parlement. Alors même que le Canada demeure un pays démocratique, le premier ministre se comporte comme un dictateur. Il en fait toujours à sa tête.

À mon avis, dans le conflit d'Oka, l'armée a accompli la meilleure tâche possible. J'entretenais d'excellents rapports avec certains militaires qui, après qu'ils eurent appris qu'ils devraient intervenir, m'ont dit: «Quelle que soit l'issue, nous serons blâmés.» Un soir, j'ai vu à la télévision un jeune militaire la figure ensanglantée. Il avait reçu un coup de poing sur le nez. Jamais il n'a riposté: il est resté là.

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir enfin l'occasion de parler des mesures prises par le Canada en réponse aux événements qui se sont produits dans le golfe Persique, cet été.

La résolution du gouvernement qui est en train d'être débattue débute assez bien. Elle dit que la Chambre condamne l'invasion du Koweït par l'Irak et exige le retrait complet des forces irakiennes. Elle proclame:

[. . .]ouvertement son appui aux activités du Canada au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies qui ont été adoptées depuis le 2 août.

Jusqu'ici, tout va bien. Mais, malheureusement, la résolution du gouvernement proclame aussi son appui:

[. . .]à l'envoi de membres des Forces canadiennes pour prendre part à l'effort militaire multinational dans la région de la péninsule arabique. . .

Même si le gouvernement a d'abord parlé des Nations Unies, il néglige de mentionner que les Nations Unies ne se sont pas prononcées en faveur d'une intervention militaire, et que cette intervention n'est ni dirigée par les Nations Unies, ni menée sous son égide.